



Année universitaire : 2019 / 2020

Convention de stage en France entre :



UNIVERSITÉ
TOULOUSE III
PAUL SABATIER



1 - L'ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT

Nom : Université Toulouse III – IUT Paul Sabatier
Adresse : 115, Route de Narbonne – BP 67701 - 31077 Toulouse cedex 4
☎ 05 62 25 80 00
Représenté par (signataire de la convention) :
Jean-Marc BROTO
Qualité du représentant :
Présidente de l'Université Toulouse III - Paul Sabatier
Composante/UFR : IUT de Toulouse – site de Castres - Département
Métiers du Multimédia et de l'Internet
☎ +33(0)563621167
mél : contact.mmi@iut-tlse3.fr
Adresse (si différente de celle de l'établissement) : avenue Georges
Pompidou – CS 20258 – 81104 CASTRES Cedex

2 - L'ORGANISME D'ACCUEIL

Nom : LSA Multimedia
Adresse : 45 allée du Rouergue
31770 COLOMIERS
Représenté par (nom du signataire de la convention) : Mr SEGATO
Frédéric
Qualité du représentant : Gérant de la société
Service dans lequel le stage sera effectué :
☎ 0950919039
mél : contact@lsamultimedia.com
Lieu du stage (si différent de l'adresse de l'organisme
d'accueil) :

3 - LE STAGIAIRE :

Nom : LAY Prénom : Julien Sexe : Masculin Né le : 24 Octobre 2000
Adresse : 24 Rue Anne Veaute 81100 CASTRES
☎ 0561865912 Portable : 0631720744 mél : julien.lay@etu.iut-tlse3.fr;julien-lay@outlook.fr
INTITULE DE LA FORMATION OU DU CURSUS SUIVI DANS L'ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT (Développer les sigles) :
DIPLOME UNIVERSITAIRE DE TECHNOLOGIE METIERS DU MULTIMEDIA ET DE L'INTERNET (1ère année)

SUJET DE STAGE Maintenance de matériel informatique

Dates : du 15/02/2021 au 05/03/2021
Représentant une **DURÉE TOTALE** de : 3 semaines
Et correspondant à 105 heures de présence effective dans l'organisme d'accueil.
Répartition si présence discontinue : nombre d'heures par semaine, ou nombre d'heures par jour (cocher la case correspondante).

ENCADREMENT DU STAGIAIRE PAR L'ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT

Nom et prénom de l'enseignant référent : Sylvain BARREAU
Fonction (ou discipline) : Enseignant
☎ +33(0)5 63 62 11 67 mél : sylvain.barreau@iut-tlse3.fr

ENCADREMENT DU STAGIAIRE PAR L'ORGANISME D'ACCUEIL

Nom et Prénom du tuteur de stage : SEGATO Frédéric
Fonction : Gérant de la société contact@lsamultimedia.com
☎

Article 1 - Objet de la convention

La présente convention régit les rapports de l'organisme d'accueil avec l'établissement d'enseignement et le stagiaire.

Article 2 - Objectif du stage

Le stage correspond à une période temporaire de mise en situation en milieu professionnel au cours de laquelle l'étudiant acquiert des compétences professionnelles et met en œuvre les acquis de sa formation en vue de l'obtention d'un diplôme ou d'une certification et de favoriser son insertion professionnelle.

Le stagiaire se voit confier une ou des missions conformes au projet pédagogique défini par son établissement d'enseignement et approuvées par l'organisme d'accueil.

Le programme est établi par l'établissement et l'organisme d'accueil en fonction du programme général de la formation dispensée.

ACTIVITES CONFIEES (stipulations pédagogiques) :

- Maintenance matériel et logiciel sur PC et MAC
- Diagnostic de panne
- Calculateur virtuel PC
- Vidéo surveillance (Paramétrage)
- Gestion des clients SAV et Techniques

COMPETENCES A ACQUERIR OU A DEVELOPPER :

Etre capable d'utiliser ses acquis dans les domaines de la communication, de la culture, de la connaissance de l'environnement socio-économique, et de la technologie (infographie, intégration web, développement, audiovisuel, etc.), de développer des compétences personnelles et relationnelles, initiative, travail en équipe, autonomie...

Le stagiaire ne doit pas exécuter de tâche régulière correspondant à un poste de travail permanent.

Il est interdit de confier au stagiaire des tâches dangereuses pour sa santé ou sa sécurité.

Le nombre de stagiaires accueillis sur une même semaine civile dans l'organisme d'accueil est limité.

L'accueil successif de stagiaires, au titre de conventions de stage différentes, pour effectuer des stages dans un même poste n'est possible qu'à l'expiration d'un délai de carence¹ égal au tiers de la durée du stage précédent.

Article 3 - Durée et modalités de déroulement du stage

Le stage ne pourra avoir une durée supérieure à 924 heures, renouvellement compris, par année d'enseignement.

Cette durée est calculée au prorata temporis de la présence effective du stagiaire : 1 jour = 7 heures et 22 jours = 1 mois.

La présence du stagiaire dans l'organisme d'accueil suit les règles applicables aux personnels de cet organisme pour ce qui concerne les durées maximales quotidienne et hebdomadaire de présence, le travail de nuit ainsi que le repos quotidien, hebdomadaire et les jours fériés.

Le stagiaire ne doit pas accomplir d'heures supplémentaires.

La durée hebdomadaire de présence du stagiaire dans l'entreprise sera de 105 heures sur la base d'un temps complet/ temps partiel (rayer la mention inutile).

Si le stagiaire doit être présent dans l'Organisme d'accueil la nuit, le dimanche ou un jour férié, préciser les cas particuliers :

L'organisme doit établir un décompte des durées de présence effective du stagiaire.

Article 4 - Suivi du stagiaire - Accueil et encadrement

Le stagiaire conserve son statut antérieur.

Le stagiaire fait l'objet d'un double encadrement, par un enseignant référent de l'établissement d'une part², par un tuteur de l'organisme d'accueil, d'autre part.

L'enseignant référent¹⁰ est tenu de s'assurer, à plusieurs reprises, durant le stage, de son bon déroulement et de proposer à l'organisme d'accueil, le cas échéant, une redéfinition d'une ou des missions pouvant être accomplies. Le tuteur de stage¹¹ désigné par l'organisme d'accueil dans la présente convention, est chargé d'assurer le suivi du stagiaire et d'optimiser les conditions de réalisation du stage conformément aux stipulations pédagogiques définies.

¹ Article L124-7 du code de l'éducation ;

² Article L124-14 du code de l'éducation ;

³ Article L124-8 du code de l'éducation ;

⁴ Article L124-11 du code de l'éducation ;

⁵ Article L124-5 du code de l'éducation ;

⁶ Article L124-14 alinéa 1er du code de l'éducation ;

⁷ Article L124-14 alinéa 2 du code de l'éducation ;

⁸ Dans la limite de 16 stagiaires par référent

Le nombre de stagiaires encadré simultanément par chaque tuteur est limité.¹²

Le stagiaire est autorisé à revenir dans son établissement d'enseignement pendant la durée du stage pour y suivre des cours demandés explicitement par le programme, ou pour participer à des réunions : les dates sont portées à la connaissance de l'organisme d'accueil par l'établissement.¹³

Le stagiaire n'est autorisé à se déplacer que dans le cadre des missions et activités mentionnées à l'article 2 de la présente convention. Tout déplacement à l'étranger, non prévu dans la présente convention, doit être expressément autorisé par l'établissement d'enseignement.

Toute difficulté survenue dans la réalisation et le déroulement du stage ou, qu'elle soit constatée par le stagiaire ou par le tuteur de stage, doit être portée à la connaissance de l'enseignant-référent et de l'établissement d'enseignement afin d'être résolue au plus vite.

MODALITES D'ENCADREMENT (préconisations CFVU-IUT du 29 janvier 2015) :

Au-delà de 4 semaines de stage, obligation d'assurer un suivi régulier de l'étudiant :

- durant les 15 premiers jours du stage, envoi par le stagiaire du sujet et d'un récapitulatif des missions à réaliser
- sauf exception liée au contexte du stage, une visite sur site est à effectuer par l'enseignant référent. En cas exceptionnel d'empêchement, la visio-conférence sera une alternative.

En cas d'accueil d'un étudiant en situation de handicap, l'organisme doit prévoir les aménagements nécessaires (poste de travail, horaires, etc.) qui seront précisés dans une annexe jointe à la présente convention.

Article 5 - Gratification et avantages

Article 5.1 - Gratification

Lorsque la durée du stage est supérieure à 308 heures consécutives ou non, celui-ci fait obligatoirement l'objet d'une gratification sauf en cas de règles particulières applicables dans certaines collectivités d'outre-mer françaises et pour les stages relevant de l'article L4361-1 du code de la santé publique.

Pour sa computation, 2 mois = 44 jours = 308 heures de présence effective du stagiaire au sein de l'organisme d'accueil.

La gratification, versée mensuellement, est due au stagiaire à compter du premier jour du premier mois de la période de stage.¹⁴

La gratification est due au stagiaire sans préjudice du remboursement des frais engagés par le stagiaire pour effectuer son stage et des avantages offerts, le cas échéant, pour la restauration, l'hébergement et le transport.¹⁵

Le montant horaire de la gratification est fixé à 15 % du plafond horaire de la sécurité sociale. Une convention de branche ou un accord professionnel peut définir un montant supérieur à ce taux.

La gratification due par un organisme de droit public ne peut être cumulée avec une rémunération versée par ce même organisme au cours de la période concernée.¹⁶

L'organisme peut décider de verser une gratification pour les stages dont la durée est inférieure ou égale à 308 heures.¹⁷

MONTANT DE LA GRATIFICATION : par heure

MODALITES DE VERSEMENT :

En cas de suspension ou de résiliation de la présente convention, le montant de l'indemnisation due au stagiaire est proratisé en fonction du temps de présence effective du stagiaire au sein de l'organisme d'accueil. La durée donnant droit à gratification s'apprécie compte tenu de la présente convention et de ses avenants éventuels.

¹⁰ Article L124-1 dernier alinéa du code de l'éducation ;

¹¹ Article L124-8 du code de l'éducation ;

¹² Article L124-10 du code de l'éducation ;

¹³ Article D. 121-4 10° du code de l'éducation

¹⁴ Article L. 124-6 alinéa 2 du code de l'éducation

¹⁵ Article L. 124-6 alinéa 2 du code de l'éducation

¹⁶ Article D. 124-8 alinéa 1er du code de l'éducation

¹⁷ En application de l'article L. 241-3 du code de la sécurité sociale ;

¹⁸ Article D. 124-8 alinéa 4 du code de l'éducation

¹⁹ Article D. 124-8 dernier alinéa du code de l'éducation

Article 5.2 – Avantages – organisme d'accueil de droit privé

Organisme de droit privé en France sauf en cas de règles particulières applicables dans certaines collectivités, pays et territoires d'outre-mer
Dans les mêmes conditions que les salariés de l'organisme d'accueil, le stagiaire bénéficie :

- des mêmes protections et droits;²⁰
- de l'accès au restaurant d'entreprise ou aux titres-restaurant;²¹
- de la prise en charge des frais de transport;²²
- de l'accès aux activités sociales et culturelles;²³

AUTRES AVANTAGES ACCORDES :

Article 5.3 – Avantages – organisme d'accueil de droit public

Organisme de droit public en France sauf en cas de règles particulières applicables dans certaines collectivités, pays et territoires d'outre-mer

Les trajets effectués par les stagiaires d'un organisme de droit public entre leur domicile et leur lieu de stage sont pris en charge partiellement.²⁴

Le stagiaire accueilli dans un organisme de droit public et qui effectue une mission dans ce cadre bénéficie de la prise en charge de ses frais de déplacement temporaire selon la réglementation en vigueur.

Est considéré comme sa résidence administrative le lieu du stage indiqué dans la présente convention.²⁵

AUTRES AVANTAGES ACCORDES (restaurant administratif, activités sociales et culturelles, etc...) :

Article 6 – Régime de protection sociale

Pendant la durée du stage, le stagiaire reste affilié à son régime de sécurité sociale antérieur.

6.1 Gratification inférieure (si moins de 309 heures) ou égale à 15% du plafond horaire de la sécurité sociale

La gratification n'est pas soumise à cotisation sociale.

L'étudiant bénéficie de la législation sur les accidents de travail.²⁶

En cas d'accident survenant au stagiaire, soit au cours d'activités dans l'organisme, soit au cours du trajet, soit sur les lieux rendus utiles pour les besoins du stage et pour les étudiants en médecine, en chirurgie dentaire ou en pharmacie qui n'ont pas un statut hospitalier pendant le stage effectué dans des conditions spécifiques²⁷ l'organisme d'accueil envoie la déclaration à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie (voir adresse en page 1) en mentionnant l'organisme comme employeur, avec copie, dans les 48 heures au dit établissement.

6.2 – Gratification supérieure à 15% du plafond horaire de la sécurité sociale

Les cotisations sociales sont calculées sur la différentiel entre le montant de la gratification et 15 % du plafond horaire de la Sécurité Sociale. L'étudiant bénéficie de la couverture légale.²⁸

En cas d'accident survenant au stagiaire soit au cours des activités dans l'organisme, soit au cours du trajet, soit sur des lieux rendus utiles pour les besoins du stage, l'organisme d'accueil effectue toutes les démarches nécessaires auprès de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie et informe l'établissement dans les meilleurs délais.

Article 7 – Responsabilité civile et assurance

Le stagiaire doit avoir obligatoirement souscrit, auprès de l'organisme d'assurance de son choix, une assurance couvrant sa responsabilité civile au titre des dommages qu'il pourrait causer aux personnes ou aux biens dans le cadre de son stage. L'attestation d'assurance devra être jointe à la présente convention.

L'organisme d'accueil déclare être garanti au titre de la responsabilité civile et de toute assurance permettant de couvrir les activités du stagiaire (y compris en cas d'utilisation d'un véhicule de service pour les besoins du stage).

Lorsque dans le cadre de son stage, l'étudiant utilise son propre véhicule ou un véhicule prêté par un tiers, il déclare expressément à l'assureur dudit véhicule cette utilisation qu'il est amené à faire et le cas échéant s'acquitter de la prime y afférente.

Article 8 – Discipline

Le stagiaire est soumis à la discipline et aux clauses du règlement intérieur qui lui sont applicables et qui sont portées à sa connaissance avant le début du stage, notamment en ce qui concerne les horaires et les règles d'hygiène et de sécurité en vigueur dans l'organisme d'accueil.²⁹

Toute sanction disciplinaire ne peut être décidée que par l'établissement d'enseignement.³⁰ Dans ce cas l'organisme d'accueil informe l'enseignant référent et l'établissement des manquements et lui fournit éventuellement les éléments constitutifs.

En cas de manquement particulièrement grave à la discipline, l'organisme d'accueil se réserve le droit de mettre fin au stage tout en respectant les dispositions fixées à l'article 11 de la présente convention.

Article 9 – Droit de réserve et confidentialité

Le droit de réserve est de nature absolue et apprécié par l'organisme d'accueil compte tenu de ses spécificités. Les stagiaires prennent donc l'engagement de n'utiliser en aucun cas les informations recueillies ou obtenues par eux pour en faire publication, communication à des tiers sans accord préalable de l'organisme d'accueil, y compris le rapport de stage. Cet engagement vaut non seulement pour la durée du stage mais également après son expiration. Le stagiaire s'engage à ne conserver, emporter, ou prendre copie d'aucun document ou logiciel, de quelque nature que ce soit, appartenant à l'organisme d'accueil, sauf accord de ce dernier.

Dans le cadre de la confidentialité des informations contenues dans le rapport de stage, l'organisme d'accueil peut demander une restriction de la diffusion du rapport, voire le retrait de certains éléments confidentiels.

Les personnes amenées à en connaître sont contraintes par le secret professionnel à n'utiliser ni ne divulguer les informations du rapport.

Article 10 – Propriété Intellectuelle

Conformément au code de la propriété intellectuelle,³¹ dans le cas où les activités du stagiaire donnent lieu à la création d'une œuvre protégée par le droit d'auteur ou la propriété industrielle (y compris un logiciel), si l'organisme d'accueil souhaite l'utiliser et que le stagiaire est d'accord, un contrat devra être signé entre le stagiaire (auteur) et l'organisme d'accueil.

Le contrat devra alors notamment préciser l'étendue des droits cédés, l'éventuelle exclusivité, la destination, les supports utilisés et la durée de la cession, ainsi que, le cas échéant, le montant de la rémunération due au stagiaire au titre de la cession. Cette clause s'applique quel que soit le statut de l'organisme d'accueil.

Article 11 – Congés – Interruption du stage

Sauf en cas de règles particulières applicables dans certaines collectivités, pays et territoires d'outre-mer ou dans les organismes de droit public, en cas de grossesse, de paternité ou d'adoption, le stagiaire bénéficie de congés et d'autorisations d'absence d'une durée équivalente à celle prévue pour les salariés.³² Pour les stages dont la durée est supérieure à 309 heures et dans la limite de la durée maximale de 924 heures, des congés ou autorisations d'absence sont possibles.³³

MODALITES DES CONGES ET AUTORISATIONS D'ABSENCE durant le stage :

Pour toute autre interruption temporaire du stage (maladie, accident, grossesse, paternité, adoption, absence injustifiée...) l'organisme d'accueil avertit l'établissement d'enseignement par courrier.

Toute interruption du stage est signalée aux autres parties à la convention et à l'enseignant référent. Une modalité de validation est mise en place le cas échéant par l'établissement.

En cas d'accord des parties à la convention, un report de la fin du stage est possible afin de permettre la réalisation de la durée totale du stage prévue initialement. Ce report fera l'objet d'un avenant à la convention de stage.³⁴

²⁰ Article L. 121-12 du code de l'éducation se référant aux articles L. 1121-1, L. 1152-1 et L. 1153-1 du code du travail.

²¹ Article L. 124-13 dernier alinéa du code de l'éducation se référant à l'article L. 3262-1 du code du travail.

²² Article L. 124-13 dernier alinéa du code de l'éducation se référant à l'article L. 3262-1 du code du travail.

²³ Article L. 124-16 dernier alinéa du code de l'éducation se référant à l'article L. 2323-83 du code du travail.

²⁴ Dans les conditions fixées par le décret n°2010-676 du 21 juin 2010 instituant une prise en charge partielle du prix des titres d'abonnement correspondant aux déplacements effectués par les agents publics entre leur résidence habituelle et leur lieu de travail.

²⁵ Article D. 124-7 alinéa 2 du code de l'éducation.

²⁶ Au titre du régime étudiant de l'article L. 412-6 2° du code de la sécurité sociale.

²⁷ Conditions prévues au b du 70 de l'article L. 412-8 du code de la sécurité sociale.

²⁸ En application des dispositions des articles L. 411-1 et suivants du code de la sécurité sociale.

²⁹ Article D. 124-4 14° du code de l'éducation.

³⁰ Article R. 712-10 2° du code de l'éducation.

³¹ Article L. 611-1 du code de la propriété intellectuelle.

³² Article L. 124-13 alinéa 1er du code de l'éducation se référant aux articles L. 1225-16 à L. 1225-28, L. 1225-35, L. 1225-37, et L. 1225-46 du code du travail.

³³ Article L. 124-13 alinéa 2 du code de l'éducation.

³⁴ Article L. 124-15 du code de l'éducation.

avenant à la convention pourra éventuellement être établi en cas de prolongation de stage, pour des raisons pédagogiques dument justifiées, dans le respect de la durée maximale du stage fixée par la loi (924 heures).¹⁵
En cas de volonté d'une des trois parties d'arrêter le stage, celle-ci doit immédiatement en informer les deux autres parties par écrit. Les raisons invoquées seront examinées en étroite concertation. La décision définitive d'interruption du stage ne sera prise qu'à l'issue de cette phase de concertation.

Article 12 - Fin de stage - Rapport - Évaluation

1) Attestation de stage : à l'issue du stage, l'organisme d'accueil délivre une attestation mentionnant au minimum la durée effective du stage et, le cas échéant, le montant de la gratification perçue. Le stagiaire devra produire cette attestation à l'appui de sa demande éventuelle d'ouverture de droits au régime général d'assurance vieillesse.¹⁶

2) Qualité du stage¹⁷ : le stagiaire transmet au service compétent de l'établissement d'enseignement un document dans lequel il évalue la qualité de l'accueil dont il a bénéficié au sein de l'organisme d'accueil. Ce document n'est pas pris en compte dans son évaluation ou dans l'obtention du diplôme.

3) Évaluation de l'activité du stagiaire¹⁸ : à l'issue du stage, l'organisme d'accueil renseigne une fiche d'évaluation de l'activité du stagiaire qu'il retourne à l'enseignant référent ou au responsable des stages.

4) Modalités d'évaluation pédagogiques :

le stagiaire devra rédiger un rapport de stage et présenter une soutenance orale devant un jury. Les avis du tuteur et de l'enseignant référent sont pris en compte.

NOMBRE D'ECTS - ETC
2 ECTS

5) Le tuteur de l'organisme d'accueil ou tout membre de l'organisme d'accueil appelé à se rendre dans l'établissement d'enseignement dans le cadre de la préparation, du déroulement et de la validation du stage ne peut prétendre à une quelconque prise en charge ou indemnisation de la part de l'établissement d'enseignement.

Article 13 - Modification de la présente convention et recrutement

Article 13.1 - Modification de la présente convention

Toute modification substantielle de la présente convention (congès non prévus initialement, interruption et/ou report de la date de fin du stage, prolongation du stage, etc.) donne lieu à un avenant, réalisé en trois exemplaires originaux et signés par les mêmes personnes que pour la présente convention.¹⁹

Article 13.2 - Recrutement

S'il advenait qu'un contrat de travail prenant effet avant la date de fin du stage soit signé avec l'organisme d'accueil, la présente convention deviendrait caduque. Le stagiaire ne relèverait plus de la responsabilité de l'établissement d'enseignement. Ce dernier devrait impérativement en être averti avant la signature du contrat de travail.

Article 14 - Sanction

Les manquements aux articles 2, 3, 4 et 5 de la présente convention sont passibles d'une amende administrative prononcée par l'autorité administrative. L'amende encourue est de 2000 euros par stagiaire concerné par le manquement et de 4000 euros en cas de réitération dans un délai d'un an à compter du jour de la notification où le manquement a été commis.²⁰

Article 15 - Droit applicable - Tribunaux compétents

La présente convention est régie exclusivement par le droit français. Tout litige non résolu par voie amiable sera soumis à la compétence de la juridiction française compétente.

FAIT EN TROIS EXEMPLAIRES ORIGINAUX.

POUR L'ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT
Nom et signature du représentant de l'établissement
Sylvie Trouilhet, Chef de Département
le 10/02/2021
Signature

POUR L'ORGANISME D'ACCUEIL
Nom du représentant de l'organisme d'accueil
Frédéric SEGATO
le 2/11/2020
Signature
LSA MULTIMEDIA
31770 COLOMIERS
RCS 525042594

L'enseignant référent du stagiaire
le 8/02/2021
Nom et signature S. Barreau

Le tuteur de stage dans l'organisme d'accueil
le 2/11/2020
Nom et signature SEGATO
LSA MULTIMEDIA
31770 COLOMIERS
RCS 525042594

STAGIAIRE
le 2/11/2020
Julien LAY

Fiches à annexer à la convention :
Attestation de stage
Attestation d'assurance au titre de la responsabilité civile
de l'étudiant, en cours de validité pour toute la durée du stage

¹⁵ Article L. 124-5 du code de l'éducation.

¹⁶ Article D. 124-3 du code de l'éducation.

¹⁷ Article L. 351-17 du code de la sécurité sociale.

¹⁸ Article L. 124-4 du code de l'éducation.

¹⁹ Article D. 124-12 du code de l'éducation.

(1) **Attestation de stage**

LOGO DE L'ORGANISME D'ACCUEIL

ATTESTATION DE STAGE
à remettre au stagiaire à l'issue du stage

ORGANISME D'ACCUEIL

Nom ou Dénomination sociale : LSA Multimedia
Adresse : 45 allée du Ronerque
31770 COLOMIERS
☎ 0950919039

Certifie que

LE STAGIAIRE

Nom : LAY Prénom : Julien Sexe : Masculin Né le : 24 Octobre 2000
Adresse (Adresse) : 24 Rue Anna Veaute 81100 CASTRES
☎ 0561865912 Portable : 0631720744 mél : julien.lay@etu.iut-tlse3.fr; julien-lay@outlook.fr

ETUDIANT EN (intitulé de la formation ou du cursus de l'enseignement supérieur suivi par le stagiaire)
DIPLOME UNIVERSITAIRE DE TECHNOLOGIE METIERS DU MULTIMEDIA ET DE L'INTERNET (1ère année)

AU SEIN DE (nom de l'établissement d'enseignement supérieur ou de l'organisme de formation) :
Université Toulouse III – IUT Paul Sabatier

a effectué un stage prévu dans le cadre de ses études

DUREE DU STAGE

Dates de début et de fin du stage : Du 15 Février 2021 Au 5 Mars 2021

Représentant une durée totale de : 3 semaines

La durée totale du stage est appréciée en tenant compte de la présence effective du stagiaire dans l'organisme d'accueil (art. L 124-13 du code de l'éducation).

MONTANT DE LA GRATIFICATION VERSEE AU STAGIAIRE

Le stagiaire a perçu une gratification de stage pour un montant total de €

L'attestation de stage est indispensable pour pouvoir, sous réserve du versement d'une cotisation, faire prendre en compte le stage dans les droits à retraite. La législation sur les retraites (loi n°2014-40 du 20 janvier 2014) ouvre aux étudiants dont le stage a été gratifié la possibilité de faire valider celui-ci dans la limite de deux trimestres, sous réserve du versement d'une cotisation. La demande est à faire par l'étudiant dans les deux années suivant la fin du stage et sur présentation obligatoire de l'attestation de stage mentionnant la durée totale du stage et le montant total de la gratification perçue. Les informations précises sur la cotisation à verser et sur procédure à suivre sont à demander auprès de la sécurité sociale (article L. 351-17 du code de la sécurité et article D. 124-3 du code de l'éducation).

FAIT A Colomiers LE 31/01/23

Nom, fonction et signature du représentant de l'organisme d'accueil

Frédéric SEGATO, Gérant de la société

